



Lettre n° 207 du 19 septembre 2021

Au sommaire :

- **Police sanitaire, politique sécuritaire, guerre aux travailleurs et aux pauvres, agitations politiciennes... Leur monde et le nôtre** - *Isabelle Ufferte*
- **Un procès qui ne rendra justice ni aux victimes des terroristes djihadistes ni aux millions de victimes du terrorisme d'État des grandes puissances** - *Galia Trépère*

Police sanitaire, politique sécuritaire, guerre aux travailleurs et aux pauvres, agitations politiciennes... Leur monde et le nôtre

Le 17 septembre, plus de 3000 salariés de la santé (chiffres provisoires) étaient suspendus sans salaire pour défaut de vaccination. Une « *infime minorité* » d'après le gouvernement et directeurs d'hôpitaux même si dans les Ehpad et divers établissements la situation, déjà très tendue du fait de la pénurie de personnels, est devenue plus que problématique. Dans certains hôpitaux, les directions ont demandé à des non vaccinés de rester quelques jours, d'autres se donnent un délai pour demander le statut vaccinal de chacun, sans compter les départements et territoires d'outremer où le gouvernement a par avance expliqué que la loi ne pouvait pas s'appliquer sous peine d'un effondrement du système de santé. La conférence nationale des directeurs généraux de CHU n'en communiquait pas moins le 16 au soir « *avec satisfaction* » que « *98 % des professionnels des CHU sont vaccinés* ».

Alors comment expliquer une telle aberration alors que les hôpitaux peinent à recruter, un tel déferlement de menaces et de chantage ? Comment justifier de suspendre des milliers de travailleuses et travailleurs au lieu de leur proposer des postes moins exposés, en sachant que beaucoup ne reviendront jamais puisque l'obligation vaccinale est sans limitation de durée ? Et cela alors que le gouvernement évoque la levée prochaine d'une partie des contraintes dans les lieux publics.

Le gouvernement envoyait hier ces mêmes travailleuses et travailleurs sans masques ni protections, sans compter les heures supplémentaires, les repos et congés supprimés en allant jusqu'à exiger que, même positifs au Covid, ils viennent travailler s'ils étaient asymptomatiques.

Les médailles et envolées lyriques d'hier ont laissé place aux accusations, à la volonté de contraindre. Comme si

le gouvernement entendait faire payer les hausses de salaire qu'il a dû céder avec le Ségur de la santé : 183 € dans le public, 160 € dans le privé lucratif auxquels s'ajoute la refonte des grilles de salaire des soignants. C'est bien en deçà de la revendication de 300 à 400 € pour tous, mais ces augmentations apparaissent substantielles au vu de la baisse de tous les salaires depuis 10 ans (encore -1 % en 2018, -0,8% en 2019 dans la Fonction publique hospitalière selon un récent rapport de l'Insee). La crainte que ces revendications fassent tache d'huile dans le monde du travail agite le gouvernement et les patrons.

Ce sont tous les travailleurs que le gouvernement vise et veut contraindre, et peu importe le gâchis humain, social et sanitaire que va engendrer sa politique et la suspension de milliers de professionnels de santé.

Face à la montée des colères, des exigences, il cherche à diviser celles et ceux qui font tourner la société par-delà l'incurie des riches et pourraient exiger leur dû, contester leur pouvoir.

Une société du contrôle et de la répression pour soumettre les travailleurs et les pauvres

A Roubaix en début de semaine, Macron a clos le « *Beauvau de la sécurité* » en annonçant « *plus de bleu* » dans les rues, promettant de doubler en dix ans la présence policière sur le terrain et de meilleurs « *équipements* ». Il a ajouté 500 millions d'€ au paquet cadeau qu'avait déjà annoncé Castex cet été portant à 1,5 milliard l'augmentation du budget du ministère de l'Intérieur et promettant une « *simplification drastique* » de la conduite des enquêtes et des procédures pénales.

Le gouvernement renforce le « maintien de l'ordre » et « simplifie » la justice de classe alors qu'explorent les inégalités sociales et la pauvreté, la violence sociale des riches.

Le Secours populaire vient de rendre publics les chiffres de son baromètre de la pauvreté : « *on compte près de neuf millions de pauvres en France. C'est un million de plus qu'il y a dix ans. [...] La situation se détériore pour les travailleurs précaires, les personnes en fin de droit, les jeunes, les personnes âgées, celles déboutées du droit d'asile [...] près d'un tiers de la population (32 %) rencontre désormais des difficultés pour payer son loyer, son emprunt immobilier ou ses charges liées au logement (+7 points). En matière de santé, ils sont 29 % à avoir du mal à disposer d'une mutuelle santé (+8 points). Résultat, plus du tiers (36 %) est toujours embarrassé pour payer les actes médicaux mal remboursés par la Sécurité sociale* ».

Une situation qui va encore se dégrader dès le 1^{er} octobre, jour de l'application de la réforme de l'assurance chômage qui va se traduire par une baisse de 17 % en moyenne des allocations. Après avoir dû la reporter, Borne a justifié son application par la « reprise ». Une reprise qui n'est que celle des profits que le gouvernement ne cesse de subventionner. Il vient d'annoncer qu'il va « financer les entreprises qui formeront pendant plusieurs mois les demandeurs d'emploi de longue durée »...

La question centrale des salaires

Le Cac 40 et la distribution des dividendes ont atteint de nouveaux sommets, alimentés par l'intensification de l'exploitation, les restructurations, les suppressions de postes et la baisse des salaires réels. Une logique qui s'accélère dans tous les secteurs.

Le PDG de la SNCF a ainsi annoncé la poursuite des suppressions de postes au rythme de 2000 à 3000 chaque année au nom de la nécessité d'être « compétitif » à l'heure de l'ouverture à la concurrence, précisant « *c'est une tendance historique, pas plus, pas moins que d'habitude, c'est autour de 1,5%-2%* ».

Auchan, propriété de la famille Mulliez, qui a supprimé 1400 postes l'an dernier, a réalisé sur un an 1,6 milliard de bénéfices et décidé le versement de 750 millions de dividendes aux actionnaires (ce qui porte à 2,7 milliards le total des dividendes versés en 8 ans). Les salaires, eux, viennent d'être augmentés de 0,6%.

Et Borne a eu le culot de se féliciter de la hausse du SMIC « *la plus forte depuis 2012* » : 34,89 euros brut, +2,2 %, fruit de la revalorisation automatique. Une hausse à peine égale à l'inflation officielle, loin de couvrir l'augmentation des dépenses incontournables, et qui ne concerne pas ceux dont le salaire est à peine supérieur (la moitié des salariés touche moins de 1,5 fois le SMIC).

Agitation politique, leur monde et le nôtre

La politique du gouvernement, l'offensive sécuritaire et antiouvrière renforcent d'autant plus les idées réactionnaires que la gauche est défaite, paralysée, voire se fait l'auxiliaire du gouvernement dans sa police sanitaire.

L'approche de la présidentielle agite les appareils et les potentiels candidats. Dans le camp réactionnaire, l'heure est aux surenchères pour tenter d'appâter l'électorat pour mieux offrir ses services aux classes dominantes. De Macron à l'outsider Zemmour en passant par Bertrand, Péresse ou Le Pen chacun postule à présider aux affaires pour mener l'affrontement de classe.

De leur côté, les milliardaires qui contrôlent les groupes de presse et se déchirent à coups d'OPA, telle celle de Bolloré sur le groupe Lagardère, y déversent leur propagande, leur idéologie de classe à travers leurs créatures à la Zemmour ou d'autres plus ou moins policées.

Quant à la gauche institutionnelle, ses différents morceaux et candidats tentent de redorer leur image, d'Hidalgo, ancienne Macron-compatible, à Jadot, le favori de la primaire écologiste pour qui l'écologie n'est « *ni de gauche ni de droite* », en passant par Roussel, candidat PCF qui appelle les classes populaires et la jeunesse à respecter la police, ou Mélenchon, admirateur nostalgique de Mitterrand et ancien ministre qui voudrait « *redonner aux catégories populaires l'appétit de vote* » à travers son « *Union populaire* ». Tous voudraient faire croire à la possibilité d'une vraie politique « de gauche », « écologiste » ou « populaire » au gouvernement, comme si le monde du travail n'avait pas chèrement payé la politique menée par les différents gouvernements de gauche de 1981 à 2002... Des années d'offensive anti-ouvrière dont le mouvement ouvrier est sorti profondément affaibli et qui ont largement contribué à renforcer l'extrême-droite.

Les préoccupations des travailleurs, des jeunes, de l'immense majorité de la population sont bien loin de ces gesticulations politiciennes.

Aussi confus soient-ils, la colère et le désaveu des classes dominantes, des politiciens à leur service s'expriment au sein des entreprises, dans les quartiers, les universités, sur les piquets de grève, dans les manifestations du samedi... La conscience grandit dans une fraction de la population que c'est dans les luttes, en se mobilisant nous-mêmes pour exiger notre dû que les choses pourront commencer à bouger, et qu'il y a urgence. Le sentiment qu'il faut « bloquer l'économie », la contrôler dans l'intérêt de la collectivité et donc contester le pouvoir des classes dominantes fait son chemin parmi ceux qui cherchent à agir.

Un plan et un programme pour nos luttes, pour imposer notre contrôle sur la société

L'absence de réaction des syndicats et de la gauche laisse le champ libre aux réactionnaires de tous poils et pèse lourd dans la situation. La journée du 14 septembre appelée (discrètement) par la CGT dans la Santé pour protester contre les suspensions et l'obligation vaccinale, ainsi que les quelques initiatives intersyndicales prises ce jour-là et le lendemain ont, à quelques exceptions près, rassemblé peu de monde. Mais comment aurait-il pu en être autrement au vu de l'atonie et du silence assourdissant des directions syndicales durant tout l'été ?

La journée du 5 octobre, initiative de « rentrée » intersyndicale, est appelée sans autre perspective qu'une « journée

d'action » visant à « tirer l'oreille » du gouvernement pour reprendre l'expression de Philippe Martinez. Une journée qui ne s'inscrit dans aucun plan de lutte, sans chercher à faire le lien et unifier les mobilisations en cours, qu'il s'agisse du refus de la police sanitaire, des luttes pour les salaires, contre les restructurations et la remise en cause des statuts comme chez Transdev ou Total, les luttes catégorielles dans la santé (psychologues, infirmiers de bloc opératoire, sage-femmes...) ou la journée de grève du 23 septembre dans l'Education nationale.

Cette absence de perspectives paralyse, favorise l'éclatement et démobilise une partie des travailleurs et des militants. Les AG de rentrée dans les syndicats, les unions locales ou départementales en donnent la mesure avec une participation souvent faible. Mais parmi les militants présents s'exprime le besoin de tisser des liens, de regrouper, d'articuler les revendications dans une même mise

en cause de la politique des classes dominantes et des initiatives se prennent, à la base, sans rien attendre des confédérations.

C'est avec cette préoccupation qu'il nous faut nous saisir de la journée du 5 octobre, la préparer dans les syndicats, les services, les ateliers, en aidant à l'organisation à la base pour formuler nous-mêmes nos exigences avec les collègues de travail, en faisant le lien avec celles de l'ensemble des travailleurs, des classes populaires, de la jeunesse précarisée et révoltée. Toutes débouchent sur la nécessité que celles et ceux qui produisons les richesses dans les entreprises, qui assurons le fonctionnement de l'ensemble de l'économie et de la société en prenions le contrôle, que nous décidions nous-mêmes de ce qui est utile, nécessaire, en fonction du seul intérêt collectif.

Isabelle Ufferte

Un procès qui ne rendra justice ni aux victimes des terroristes djihadistes ni aux millions de victimes du terrorisme d'État des grandes puissances

Le 8 septembre dernier s'est ouvert le procès en cour d'Assises des membres survivants et présumés complices des commandos de terroristes de Daech qui ont massacré 300 personnes et blessé des centaines d'autres à Paris le soir du 13 novembre 2015, aux abords du stade de Saint-Denis, sur les terrasses des X^e et XI^e arrondissements et dans la salle de spectacle du Bataclan.

Ce procès va durer plus de 8 mois, les verdicts devant être rendus vers le 24 ou 25 mai 2022. Plusieurs juges d'instruction ont participé à l'enquête dont le rapport compte près d'un million de pages. Près de 1800 personnes se sont portées parties civiles. Des centaines de victimes des attentats, blessées ou rescapées et de proches des personnes assassinées vont y témoigner ainsi que des policiers, des dizaines d'experts, enquêteurs et membres du renseignement. Président de la République et ministre de l'Intérieur de l'époque, Hollande et Cazeneuve seront appelés à la barre à l'automne, Valls en tant qu'ancien Premier ministre et Le Drian, ancien ministre de la Défense, au printemps 2022.

Alors certainement ce procès apportera-t-il quantité d'informations sur cette tragédie à partir des enquêtes menées par les juges d'instruction mais il ne dira rien des causes profondes du terrorisme ni de la responsabilité des États des grandes puissances dont les dirigeants affichent avec arrogance leur bonne conscience.

A les en croire, ils détiendraient la vérité et représenteraient le camp du bien, de la défense des libertés tandis que toutes les forces qui s'opposent à eux seraient l'incarnation du mal. Tous les moyens de propagande, de manipulation, de désinformation sont déployés pour accréditer cette vision policière de l'histoire. C'est ainsi qu'en 1990 les États-Unis ont inventé de toutes pièces des atrocités commises par les soldats irakiens dans des maternités koweïtiennes pour justifier le déclenchement de la guerre

contre l'Irak au début 1991. Dix ans plus tard Bush fils, en 2003, a lancé une nouvelle guerre contre l'Irak au motif de cet énorme mensonge qu'étaient la prétendue détention par Saddam Hussein d'armes de destruction massive et ses soi-disant rapports avec Al-Quaïda.

En miroir, les fondamentalistes religieux voudraient prendre au piège mortel de la haine les populations qu'ils veulent soumettre à leur propre pouvoir. Ce n'est pas la religion qui explique le terrorisme djihadiste même s'il s'alimente du fanatisme religieux. C'est une réalité sociale et politique née des contradictions à l'œuvre dans le monde arabo-musulman du fait des guerres, de la concurrence et de la lutte pour l'appropriation de la rente pétrolière et des richesses.

Quels que soient leurs discours enragés contre les puissances occidentales qui sèment la mort et la destruction par leurs guerres et suscitent une haine dont ils profitent, ce sont des ennemis féroces de la liberté, des travailleurs et des peuples, des femmes, et qui ambitionnent de les plier à leurs préceptes religieux moyenâgeux pour mieux les exploiter.

Le terrorisme djihadiste, Daech, produit du chaos généré au Moyen-Orient par les guerres des grandes puissances

L'intervention au procès mercredi dernier de Salah Abdeslam, seul survivant des commandos du 13 novembre et l'article publié par Médiapart le lendemain est l'illustration de cette fausse alternative.

« Une partie civile a demandé : pourquoi la France ? a déclaré Abdeslam. La juge n'a pas donné de réponse. Moi je vous dis : on a combattu la France. On a attaqué la France. On a visé la population, des civils, mais ça n'a rien de personnel. On a visé la France et rien d'autre. Parce que les

avions qui bombardent l'État islamique ne font pas de distinction entre les hommes, les femmes et les enfants. On a voulu que la France subisse la même douleur que nous subissons. »

Il serait faux de voir dans les propos d'Abdeslam, membre fanatique de Daech qui régnait par la terreur sur le territoire du califat, la moindre compassion à l'égard des victimes civiles, bien réelles, des frappes aériennes françaises. Mais il est erroné de prétendre, comme le fait Médiapart dans son article intitulé *La guerre la fausse excuse des djihadistes* : « *N'en déplaise à Salah Abdeslam, c'est parce que l'État islamique avait frappé la France et répandu le sang de nouveau dans l'Hexagone que l'armée française a procédé à des frappes en Syrie. Pas l'inverse.* »

L'un et l'autre justifient la guerre par l'argument utilisé pour justifier toutes les guerres, celui du premier agresseur. Et Médiapart reprend à son compte les justifications des gouvernements Hollande hier, Macron aujourd'hui à leurs interventions militaires en Syrie ou au Mali, la fable de l'agression et la défense du prétendu intérêt national quand il s'agit des intérêts d'une puissance militaire qui cherche à garder son rang dans le monde et la place de ses multinationales, dont en premier lieu celles de l'armement.

Une chose est sûre par contre, c'est que Daech est né du chaos généré par les guerres qui ravagent le Moyen-Orient depuis 30 ans et dont les grandes puissances, États-Unis en tête, France et autres portent la responsabilité. Nombre d'officiers des armées irakiennes et libyennes, après la dislocation de ces États, ont rejoint les rangs de l'État islamique. En 2014, Daech s'est emparé d'un territoire à cheval entre la Syrie et l'Irak, y a installé son administration, proclamé le Califat. Ses bandes armées y ont régné de 2014 à 2017 par la terreur, dressé des murs de peur et de haine au sein des populations pour les soumettre à la charia, à leur pouvoir, les exploiter, les rançonner.

Des racines au cœur même des citadelles capitalistes

C'est bien une guerre que mènent, à coup d'attentats qui sont les armes de ceux qui n'ont pas d'État, Daech ou d'autres groupes terroristes djihadistes. Non pas pour se tailler un empire aux États-Unis et en Europe comme voudraient le faire croire les plus réactionnaires et les plus stupides de la classe politique française mais pour conquérir une portion de territoire et la part de butin qui va avec, en Irak, en Syrie, en Afghanistan, en Libye ou au Mali, dans toute cette région du monde ravagée par le terrorisme des grandes puissances.

C'est dans les pays musulmans que le terrorisme djihadiste fait le plus de victimes, dans des attentats meurtriers destinés à soumettre par la peur les populations, faire redouter des représailles sanglantes à toutes celles et ceux qui ne se plieraient pas à leur dictature.

Aux États-Unis ou en Europe, l'objectif des terroristes djihadistes est de surprendre, sidérer, terroriser la population et provoquer de la part des pouvoirs en place une ré-

ponse disproportionnée qui augmente cette peur, grandit la menace, fait suspecter tous les musulmans, alimente le racisme, toutes choses qui en retour justifient leur influence et la haine qu'ils propagent.

Objectif atteint quand François Hollande déclarant solennellement le 16 novembre 2015 devant le Congrès réuni à Versailles : « *La France est en guerre* », transforme une poignée d'assassins en véritable armée. Les états d'urgence successifs, autant de réponses policières et sécuritaires, sans même s'interroger sur ce qui peut amener des jeunes Français à s'engager dans le djihad, vont dans le même sens.

Cela n'empêchera, bien au contraire, ni le terrible attentat de Nice le 14 juillet 2016, dont l'auteur, au volant d'un camion-bélier tua 86 personnes sur la promenade des Anglais ni ceux qui se sont succédé depuis lors dont plus récemment la monstrueuse décapitation de Samuel Paty. Ils n'ont pas été perpétrés par des réseaux aussi nombreux, programmés depuis la Syrie comme ceux du 13 novembre mais organisés par quelques individus, voire des individus seuls, le plus souvent déséquilibrés.

L'intégrisme religieux et la violence terroriste, la célébrité promise au « martyr » mort en « héros », peuvent fournir un exutoire à la haine de jeunes musulmans ou récemment convertis contre une société qui les rejette, secrète la misère et le racisme, la violence sociale.

Comme il n'est pas question pour les gouvernements et les classes dirigeantes de remettre en cause leur système, l'exploitation, la concurrence sauvage mondialisée, leurs guerres, ils masquent leur responsabilité en désignant un ennemi « l'islam » qu'ils accompagnent de l'adjectif « radical » comme l'ont fait sans scrupule Darmanin et Macron, sur qui ont surenchéri, sur le terrain de cette démagogie, xénophobe, raciste, discriminatoire à l'égard des musulmans, une grande partie de la droite et toute l'extrême droite.

C'est ainsi que pouvoirs capitalistes et terrorisme djihadiste s'alimentent l'un de l'autre, cherchant à prendre au piège de leur fausse alternative les travailleurs et la population.

Pas de réponse hors de l'intervention consciente et démocratique des opprimés

Défendre la liberté et la démocratie, c'est attaquer le mal à la racine, tant dans ses causes géostratégiques que dans ses racines sociales et politiques.

Le terrorisme et la guerre contre le terrorisme comme l'état d'urgence permanent qui leur est associé sont des symptômes de la désagrégation de nos sociétés sous les effets de la crise du capitalisme, symptômes et facteurs aggravants. Leurs combinaisons et enchaînements dominent les esprits et conduisent à l'éclatement des solidarités collectives, à la désespérance individuelle faute de pouvoir peser sur les évolutions sociales.

Pour échapper aux constructions idéologiques des uns et des autres justifiant leur politique aveugle et criminelle,

il est indispensable de garder les pieds sur terre, solidement enracinés dans les luttes de classes du point de vue des classes exploitées, et de regarder, comprendre, analyser et agir du point de vue de leurs intérêts contre tous ceux qui veulent les plier à leurs intérêts privés.

Il n'y a pas d'autre voie pour briser cette logique infernale que de militer autour de la défense des droits démocratiques pour les peuples comme pour les travailleurs,

contre toutes les discriminations d'où qu'elles viennent, le racisme et la xénophobie quelle que soit la religion qui les justifie, pour l'égalité des sexes et la solidarité entre les opprimés, en finir aussi avec la domination des multinationales et des États qui les servent.

La question n'est ni religieuse ni idéologique mais sociale et politique.

Galia Trépère